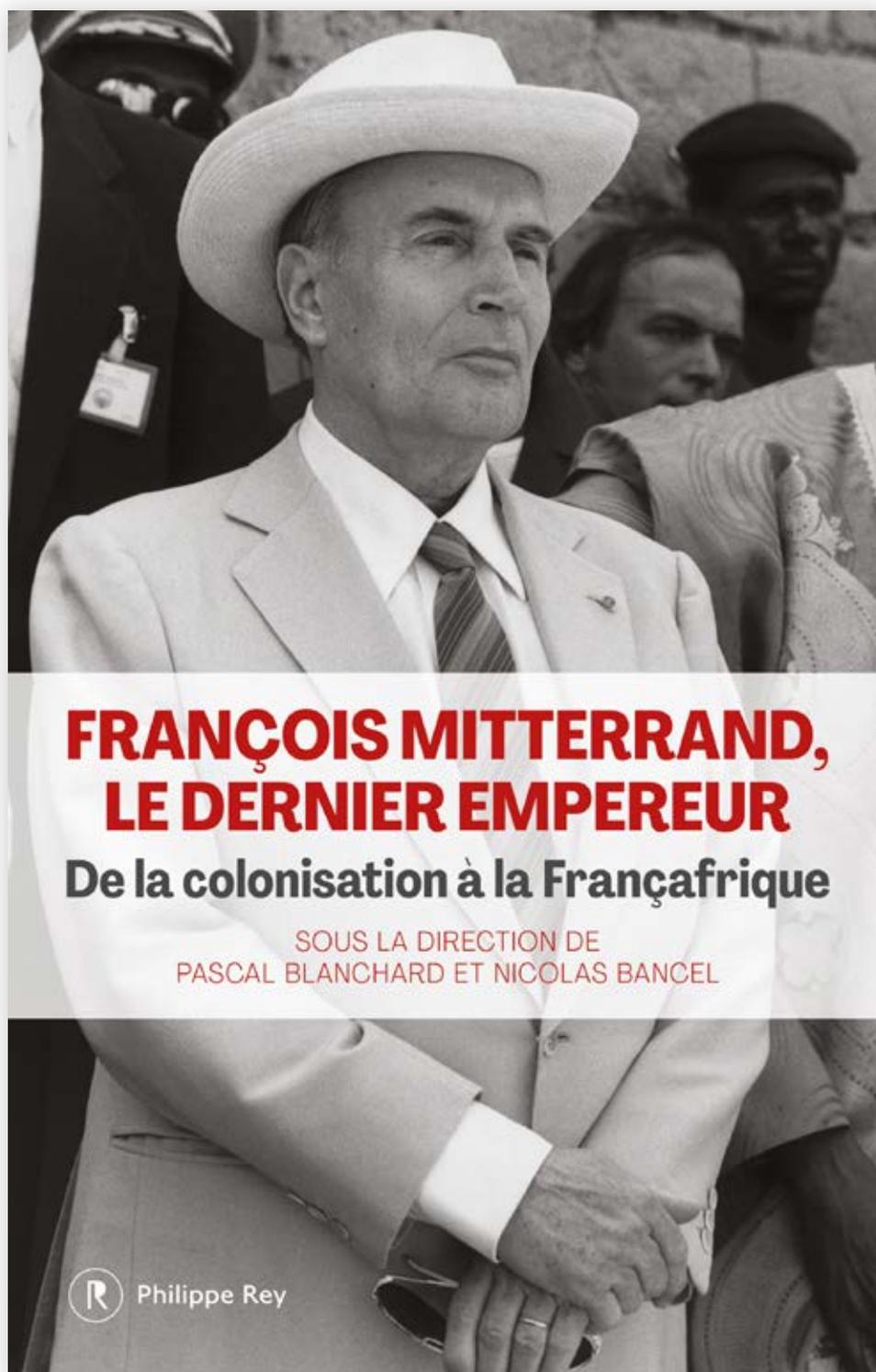


UN LIVRE ÉVÉNEMENT



Parution le 3 avril 2025

LIBRAIRIE

Benoit Arnould
01 40 20 03 19
benoit@philippe-rey.fr

RELATIONS PRESSE

Marie Dorcelus
01 40 20 07 61 • 07 78 35 53 72
marie@philippe-rey.fr

FRANÇOIS MITTERRAND, LE DERNIER EMPEREUR

De la colonisation à la Françafrique

Sous la direction de **Pascal BLANCHARD** et **Nicolas BANCEL**

928 pages / 15,3 x 24 cm / broché avec rabats / 28 euros

PARUTION LE 3 AVRIL 2025

La première biographie thématique de François Mitterrand, portant sur son passé colonial et sa relation ambiguë avec l'Afrique et les Outre-mer lors de sa présidence de la République. Ce travail important est publié trente ans après la fin de son second septennat et soixante-dix ans après la bascule en guerre d'Algérie (instauration le 3 avril 1955 de l'état d'urgence). À l'approche du 30e anniversaire de sa mort, le 8 janvier 1996, les meilleurs spécialistes de François Mitterrand, de la colonisation et des relations France-Afrique se sont réunis pour publier ce livre hors norme.



Philippe Rey

Le récit d'une vie à l'ombre de l'Empire colonial...

Le rêve de François Mitterrand, « le dernier empereur », fut d'abord de conserver le domaine colonial de la France, source de grandeur à ses yeux. Une fois devenu président, il n'aura de cesse d'affirmer la puissance de la France en Afrique.

Tout commence avec l'Exposition coloniale internationale de Paris en 1931 alors qu'il est adolescent. Il s'engage ensuite avec l'extrême droite pour soutenir la conquête italienne et fasciste de l'Éthiopie en 1935. À Vichy, il travaille pour les services de propagande de la Légion.

Au lendemain de la guerre, il fait plusieurs voyages en Afrique subsaharienne et en Algérie (1947, 1949 et 1950). Il réclame le ministère de la France d'Outre-mer en 1950, puis de juin 1954 à mai 1957 il est à l'Intérieur et à la Justice pendant la guerre d'Algérie ainsi que pendant les « événements » en Tunisie et au Maroc (quarante-cinq condamnés à mort algériens sont guillotins alors qu'il est ministre). Réformateur, il cherche par tous les moyens à conserver l'Union française en Afrique, jusqu'à imaginer une union Europe-Afrique, puis une « Communauté France-Afrique ». Par la suite, lors de sa traversée du désert, il efface toutes les traces de son passé impérial, pour apparaître comme un « homme de gauche » engagé dans la « lutte anticoloniale ».

Avec la victoire de 1981, obtenue grâce au soutien des associations rapatriées (Le Recours) en échange de l'amnistie pour les putschistes de l'Algérie française (en 1982), il réorganise en quelques mois les mécanismes gaullistes de la Françafrique, allant jusqu'à faire de son fils le « Monsieur Afrique » à l'Élysée. Tout au long de son premier septennat, François Mitterrand développe le projet d'un mémorial à la gloire de l'Empire, tout en jouant en France la carte de l'antiracisme. Les « affaires africaines » gérées en famille se succèdent comme les scandales au cours des deux septennats, en lien avec l'Afrique ou les interventions militaires, mais aussi concernant la francophonie, les « événements » en Nouvelle-Calédonie ou les essais nucléaires en Polynésie.

**Pour raconter
65 ans d'une vie à
l'ombre de l'Empire
colonial, ce livre fait
appel aux meilleurs
spécialistes et
s'appuie sur des
archives inédites.
Il dévoile ainsi les
derniers secrets
du Sphinx.**

Un livre événement

À partir d'archives inédites, d'une enquête de plusieurs années, cet ouvrage dessine le roman noir d'une vie, de l'Empire colonial à la Françafrique, de l'Exposition coloniale internationale de 1931 au génocide des Tutsi au Rwanda en 1994.

Au regard des derniers soubresauts des relations de la France avec l'Afrique et dans les régions ultramarines, et surtout le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, c'est une histoire qui prend fin en 1995, et qui va marquer pour les 30 ans à venir la gauche française et les relations complexes de la France et de l'Afrique.

Les regards croisés de chercheurs et de spécialistes européens et africains, un travail d'historiens pour aller au-delà des secrets d'une vie. En effet, François Mitterrand a passé la moitié de sa vie à réécrire son parcours impérial pour se présenter devant l'histoire et les électeurs comme un « grand décolonisateur ». C'est encore ainsi qu'il est présenté, en 2025, dans sa biographie officielle sur le site de l'Élysée.

Une réflexion sur les rapports des socialistes français avec l'Afrique, l'Outre-mer et le passé colonial à travers le parcours sinueux du « dernier empereur » et ses héritages depuis 1995.

Cet ouvrage, découpé en sept chapitres, les sept vies de François Mitterrand, éclaire les enjeux des relations, passées et présentes, de la France et de l'Afrique et, par conséquent, l'effondrement actuel de la Françafrique. Il permet de comprendre les enjeux de diversité dans la société française.

Un livre dont l'ambition est d'étudier la face sombre et ambiguë de François Mitterrand (après le livre de Pierre Péan sur Mitterrand et Vichy), une biographie globale sur la vie du « dernier empereur ».

Une biographie qui, 30 ans après son départ du pouvoir et sa disparition en janvier 1996, 70 ans après les débuts de la guerre d'Algérie et trois décennies après le génocide des Tutsi au Rwanda, permet de remettre l'histoire à l'endroit.

Des contributions inédites de

Didier Daeninckx, François Gerber, Laurence Jolly, Johann Chapoutot,
Pierre Ramognino, Sandrine Lemaire, Julien Fargettas, Judith Bonnin, Alain Ruscio,
Tony Chafer, Sylvie Guillaume, Catherine Coquery-Vidrovitch, Julien Hélyary,
Alain Mabanckou, Pierre Journoud, Benjamin Stora, Sophie Bessis,
Anne-Laure Ollivier, Nicolas Lebourg, Dominic Thomas, Tramor Quemeneur,
Fabrice d'Almeida, Abdourahman A. Waberi, Philippe Marchesin,
Noëlline Castagnez, Stéphane Gacon, Ahmed Boubeker, Thérèse Pujolle,
Jean-Marc Regnault, Loukey Kouamé Yocoly, Jean Garrigues, Jean-Pierre Bat,
Alain Rollat, Frédéric Turpin, Roger Koudé, Louis Gautier, Antoine Glaser,
Aymeric Durez, Maria Malagardis, Vincent Duclert, Pierre Haski et Achille Mbembe
(selon l'ordre des contributions dans le livre)



Inauguration par le ministre de la France d'Outre-mer François Mitterrand du port d'Abidjan en Côte d'Ivoire (5 février 1951).

Sommaire

Introduction

Nicolas Bancel et Pascal Blanchard

François Mitterrand, les sept vies du dernier empereur

Partie 1

Jeunesse : de l'Exposition coloniale au nationalisme intégral (1930-1940)

Didier Daeninckx

1931, de Jarnac à Vincennes

François Gerber

Les influences intellectuelles d'un étudiant dans les années 1930

Laurence Jolly, Pascal Blanchard et Nicolas Bancel

François Mitterrand et la seconde guerre d'Éthiopie (1935-1936)

Pascal Blanchard

François Mitterrand et l'émergence d'un « colonialisme intégral » au sein de la droite extrême (1934-1938)

Perspective 1

Johann Chapoutot

« Défense de l'Occident ». Histoire d'une idée mobilisatrice et d'une passion de jeunesse de François Mitterrand

Partie 2

La place de l'Empire : de la défaite à la guerre d'Indochine (1940-1950)

Pierre Ramognino

François Mitterrand : l'expérience de la guerre, la Légion, Vichy et la Résistance

Pascal Blanchard et Nicolas Bancel

Expérience africaine, propagande coloniale et vision impériale, 1946-1950 : de l'Union française à la découverte de l'Afrique (partie 1)

Sandrine Lemaire, Pascal Blanchard, Julien Fargettas et Nicolas Bancel

Expérience africaine, propagande coloniale et vision impériale, 1946-1949 : des Anciens Combattants à l'Information (partie 2)

Judith Bonnin

François Mitterrand, un voyageur français en Afrique (1943-1950)

Alain Ruscio

François Mitterrand : jalons sur un (sinueux) parcours indochinois

Perspective 2

Tony Chafer

L'Union démocratique et socialiste de la Résistance et la question coloniale

Partie 3

IV^e République : les premiers engagements pour la France d'Outre-mer (1950-1953)

Sylvie Guillaume

François Mitterrand : premiers pas au ministère de la France d'Outre-mer (1950-1951)

Catherine Coquery-Vidrovitch

Le retournement du RDA et l'alliance entre François Mitterrand et Félix Houphouët-Boigny

Nicolas Bancel

Ministre de la France d'Outre-mer et ministre d'État. Le « réformateur » (1950-1952)

Julien Héлары

François Mitterrand, une vision de l'Union française et la réforme de l'École nationale de la France d'Outre-mer

Nicolas Bancel et Pascal Blanchard

François Mitterrand, ministre de la France d'Outre-mer : la formation d'une pensée coloniale

Pascal Blanchard et Nicolas Bancel

1953, l'année où François Mitterrand se rêve en ministre de (toute) l'Union française

Perspective 3

Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Alain Mabanckou

Aux frontières de l'Union française, 1953

Partie 4

D'une guerre à l'autre : aux premières heures des décolonisations (1954-1957)

Pierre Journoud

1954 : un tournant ? De Diên Biên Phu aux Aurès. François Mitterrand face au basculement de l'Empire colonial

Benjamin Stora

François Mitterrand, face à la guerre d'Algérie

Sophie Bessis

François Mitterrand et les protectorats tunisien et marocain (1952-1956)

Anne-Laure Ollivier

Alain Savary et François Mitterrand : deux positions face aux Affaires coloniales tunisiennes et marocaines ?

Nicolas Bancel, Benjamin Stora et Pascal Blanchard

François Mitterrand et l'Algérie. Du compromis à la compromission

Nicolas Lebourg

Les anciens « collaborateurs » dans l'entourage de François Mitterrand après guerre

Nicolas Bancel et Pascal Blanchard

1957, de la critique des politiques coloniales à la question eurafricaine

Perspective 4

Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Dominic Thomas

Présence française et abandon, 1957

Partie 5

Fin d'Empire et post-Empire : traversée du désert et héritages (1958-1981)

Nicolas Bancel

François Mitterrand, les indépendances en Afrique noire et la fin d'Empire (1958-1962)

Tramor Quemeneur

Mitterrand, l'OAS et la fin de la guerre d'Algérie

Fabrice d'Almeida

De l'Algérie à l'Élysée : la métamorphose de François Mitterrand

Abdourahman A. Waberi

Outre-mer et répressions : les longs silences de la gauche française dans les années 1960

Philippe Marchesin

Le long éloignement des affaires et l'accession au pouvoir : le Sphinx à visage découvert (1962-1981)

Perspective 5

Noëlline Castagnez

François Mitterrand et la mémoire de la guerre d'Algérie : la stratégie de la ligne de crête (1962-1981)

Partie 6

Au pouvoir : de l'amnistie des généraux à la Françafrique (1981-1988)

Stéphane Gacon

François Mitterrand et l'amnistie des généraux (1982)

Ahmed Boubeker

La grande désillusion des banlieues postcoloniales et François Mitterrand (1981-1985)

Thérèse Pujolle

François Mitterrand et la gauche socialiste : pré carré et tiers-mondisme

Pascal Blanchard & Nicolas Bancel

Une politique mémorielle de François Mitterrand face au passé colonial ?

Jean-Marc Regnault

François Mitterrand, la bombe et l'Océanie (1958-1995). Une politique pragmatiste et des contradictions

Loukey Kouamé Yocoly

François Mitterrand, l'apartheid et l'Afrique du Sud (premier mandat, 1981-1988)

Jean Garrigues

Les scandales africains de François Mitterrand

Perspective 6

Jean-Pierre Bat

Jean-Christophe Mitterrand et la cellule africaine de l'Élysée (1982-1992)

Partie 7

Le crépuscule de l'empereur : d'Ouvéa au Rwanda (1988-1995)

Alain Rollat

Ouvéa, l'ultime révélateur

Frédéric Turpin

Francophonie : appendice ou outil de la politique africaine ?

Roger Koudé

Le sommet Afrique-France de La Baule en 1990 : un discours testamentaire de François Mitterrand pour l'Afrique ?

Louis Gautier

Les petites guerres de Mitterrand l'Africain

Antoine Glaser

Les émissaires aux affaires africaines de François Mitterrand

Aymeric Durez

Assumer la préservation d'une relation particulière : les dernières années africaines de François Mitterrand

Maria Malagardis

François Mitterrand et le génocide des Tutsi au Rwanda

Vincent Duclert

*Le rapport La France, le Rwanda, le génocide des Tutsi (1990-1994).
Les « responsabilités accablantes » de François Mitterrand*

Perspective 7 et conclusion

Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Pierre Haski et Achille Mbembe

L'héritage mitterrandien : la colonisation, l'Afrique, la gauche et la nostalgie de la grandeur passée



Tournée d'inspection du ministre de l'Intérieur François Mitterrand en Algérie dans les Aurès (novembre 1954).

Chronologie : François Mitterrand, de la colonisation à la Françafrique

- 1916** (26 octobre) : Naissance à Jarnac
- 1931** (juillet) : Il visite avec sa famille l'Exposition internationale et coloniale de Vincennes
- 1934-1935** : Il adhère aux Volontaires nationaux, branche jeunesse des Croix-de-Feu
- 1935** (février) : Il participe à une manifestation de l'Action française contre les médecins étrangers exerçant en France
- 1936-1937** : Il milite au Parti social français du colonel François de La Rocque
- 1936** (mars) : Il participe à une manifestation en faveur de la conquête de l'Éthiopie par l'Italie mussolinienne
- 1936** (juillet)-**1937** (juillet) : Chroniqueur au journal conservateur, proche des Croix-de-Feu, puis du PSF, *L'Écho de Paris*
- 1938** (octobre) : Incorporation au 23^e régiment d'infanterie coloniale
- 1940** (juin) : Il est blessé à l'épaule par un éclat d'obus allemand dans le village meusien d'Esnes-en-Argonne
- 1941** (novembre) : Prisonnier dans un stalag, il s'évade avec succès et rejoint la France
- 1942** (janvier) : Il travaille à Vichy au service de la propagande de la Légion des combattants et des volontaires de la Révolution nationale
- 1942** (avril)-**1943** (janvier) : Il travaille au Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre
- 1942** (décembre) : Il publie un article, « Pèlerinage en Thuringe », dans le périodique doctrinal du régime *France, revue de l'État nouveau*
- 1943** (janvier-mars) : Il se rapproche de la Résistance, de la future Organisation de résistance de l'Armée (ORA) et du mouvement Combat
- 1943** (février) : Il fonde le Rassemblement national des prisonniers de guerre
- 1943** (mai-juin) : Il est décoré par le maréchal Pétain de la francisque gaulle, récipiendaire n° 2202
- 1943** (novembre) : Il est envoyé à Londres pour faire reconnaître le Mouvement de résistance des prisonniers de guerre par le Comité français de libération nationale (CFLN)
- 1943** (décembre)-**1944** (janvier) : Il rencontre le général de Gaulle à Alger, qui revient en Europe via le Maroc
- 1944** (août) : Secrétaire général du Commissariat aux prisonniers de guerre
- 1945** : Rédacteur pour la revue des anciens combattants *Libres* où il publie ses premiers articles sur l'Empire colonial et où il écrit « *Sous l'affreux aspect de l'utilitarisme, nos colonies sont nécessaires, les abandonner serait s'abandonner* » (24 juin)
- 1946** (novembre) : Élu député, il adhère à l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR)
- 1947** (janvier)-**1948** (juillet) : Ministre des Anciens combattants et des Victimes de guerre dans deux gouvernements successifs (Paul Ramadier et Robert Schuman)
- 1947** (juillet et octobre) : Il voyage à deux reprises en Algérie, notamment en tant que ministre des Anciens combattants et des Victimes de guerre



Le ministre de la France d'Outre-mer François Mitterrand à Abidjan en Côte d'Ivoire (5 février 1951).

1948 (juillet-septembre) : Secrétaire d'État à la présidence du Conseil chargé de l'Information dans le gouvernement d'André Marie

1948 (septembre)-**1949** (octobre) : Secrétaire d'État à la présidence du Conseil, en charge de l'Information, dans le gouvernement Henri Queuille

1949 (août) : Voyage en Afrique Équatoriale française (Congo, Gabon, Oubangui-Chari [actuelle République centrafricaine] et Tchad ainsi qu'au Congo belge et au Soudan anglo-égyptien, puis en Égypte dans le cadre du secrétariat d'État à la présidence du Conseil, en charge de l'Information

1950 (janvier-février) : Il voyage en Afrique de l'Ouest et parcourt toute l'Afrique Occidentale française (à l'exception du Togo), puis le Liberia, le Nigeria et le Ghana, dans le cadre d'une tournée de conférences pour l'Alliance française (ses carnets de voyage ne seront jamais publiés)

1950 (juillet)-**1951** (juillet) : Ministre de la France d'Outre-mer dans le gouvernement Pleven

1950 (novembre) : Il négocie, avec son cabinet, à la demande du président de la République, le désapparentement du Rassemblement démocratique africain (RDA) d'avec le Parti communiste

1951 (juin) : Il est réélu député (jusqu'en décembre 1955)

- 1952** (janvier) : Apparemment du RDA avec l'UDSR à la suite des négociations avec Félix Houphouët-Boigny
- 1952** (mai) : Dans *Le Courrier de la Nièvre*, il écrit : « *Au lieu de s'épuiser dans les combats d'Asie, la France de notre temps n'aurait-elle pas dû implanter ses hommes et ses capitaux dans cet immense Empire qui la prolonge jusqu'au Congo ?* »
- 1952** (mars) : Il publie (version synthétisée) son rapport intitulé « Étude sur les rapports franco-tunisiens » dans le cahier n° 2 de la revue *La Nef*
- 1953** (juin-septembre) : Ministre d'État délégué au Conseil de l'Europe dans le gouvernement Laniel
- 1953** (juillet) : Il publie l'ouvrage *Aux frontières de l'Union française. Indochine-Tunisie* dans lequel il écrit « *l'Afrique d'abord* »
- 1953** (septembre) : Il démissionne en désaccord avec la politique du gouvernement dans les protectorats d'Afrique du Nord
- 1953** (septembre) : Dans *L'Express* il déclare : « *Pour moi, le maintien de la présence française en Afrique du Nord, de Bizerte à Casablanca, est le premier impératif de toute politique nationale. Rien n'est plus important* »
- 1953** (novembre) : Il est élu président de l'UDSR et succède à René Pleven à la tête du parti
- 1954** (janvier) : Il crée le Comité pour la construction de l'Union française (avec ses alliés du RDA)
- 1954** (juin) : Il dénonce la politique française en Indochine et soutient la candidature de Pierre Mendès France à la présidence du Conseil
- 1954** (juin)-**1955** (février) : Ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Pierre Mendès France
- 1954** (novembre) : Il fait procéder (le 5 novembre) à l'arrestation de Messali Hadj, leader du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), qu'il dissout, et il engage la politique de répression en Algérie
- 1954** (novembre) : Le 7 novembre, il déclare : « *L'Algérie, c'est la France, et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne. Le seul arbitre des différends entre les citoyens, c'est l'État. Le seul responsable de l'ordre, c'est l'État. Et il ne peut y avoir d'autre juge que lui et d'autre autorité que la sienne lorsque l'unité nationale est en jeu* »
- 1954** (novembre) : Le 12 novembre, à l'Assemblée nationale, il précise de nouveau : « *Il se trouve que l'Algérie, c'est la France, parce qu'il se trouve que les départements de l'Algérie sont des départements de la République française* »
- 1954** (décembre) : Premières révélations sur la torture pratiquée par la police et l'armée en Algérie
- 1955** (janvier) : *France Observateur* interpelle François Mitterrand sur l'usage de la torture en Algérie
- 1955** (mars-avril) : Le 18 mars, le gouvernement adopte le projet de loi sur l'état d'urgence qui est voté par le Parlement le 3 avril (redevenu député, il ne prend pas part au vote d'investiture du gouvernement Edgar Faure, pas plus qu'à celui de la loi sur l'état d'urgence en Algérie)
- 1955** (juin) : Il crée le Comité France-Afrique
- 1956** (janvier) : Il fusionne le Comité France-Afrique avec le Comité d'études des problèmes d'Outre-mer du général Georges Catroux

- 1956** (février)-**1957** (mai) : Ministre d'État chargé de la Justice dans le gouvernement Guy Mollet. Il soutient les condamnations à mort des militants FLN (sur 45 dossiers d'exécutés, François Mitterrand ne donne que sept avis favorables à la grâce, six de ses avis sont inconnus)
- 1956** (janvier) : Il est réélu député (jusqu'en décembre 1958)
- 1956** (mars) : Indépendance du Maroc et de la Tunisie
- 1956** (mars) : Il signe la loi instituant les « pouvoirs spéciaux » en tant que ministre d'État chargé de la Justice
- 1956** (octobre-novembre) : Crise de Suez. François Mitterrand soutient l'intervention des troupes françaises et britanniques
- 1956** (décembre) : L'Union des populations du Cameroun (UPC), après avoir créé le Comité national d'organisation, lance la lutte armée contre la présence coloniale de la France
- 1957** (janvier-octobre) : Bataille d'Alger. En tant que ministre d'État chargé de la Justice, il soutient la généralisation de la répression
- 1957** (juin) : Il déclare à un reporter britannique, lors de la cérémonie d'indépendance du Ghana : « *Tous les ennuis que nous avons eus en Afrique occidentale française n'ont rien à voir avec un désir d'indépendance, mais avec une rivalité entre les blocs français et britannique* »
- 1957** (juillet) : Il vote la reconduction des « pouvoirs spéciaux » en Algérie et s'abstient sur leur extension
- 1957** (octobre) : Devant le Congrès national de l'UDSR, il déclare : « *Intégration ou Fédération, c'est-à-dire association, deux manières de lutter contre l'indépendance que nous refusons* »
- 1957** (novembre) : Il publie l'ouvrage *Présence française et abandon* dans lequel il écrit : « *Nous n'avons pas d'amis Outre-mer mais des concurrents subtils et des ennemis opiniâtres. Les uns et les autres sapent nos positions, atteignent notre prestige* »
- 1957** (novembre) : Il vote à nouveau la reconduction des « pouvoirs spéciaux » désormais en partie en vigueur en métropole
- 1957** (décembre) : Il fonde le Rassemblement démocratique pour la Communauté franco-africaine (RDCFA)
- 1958** (février) : Il suggère (avec ses alliés du RDA) la création d'une communauté franco-africaine et dans cette perspective propose à l'Assemblée nationale un projet de loi « *tendant à inviter le Gouvernement à provoquer la réunion d'une conférence en vue de la création d'une communauté franco-africaine...* » afin d'éviter les indépendances
- 1958** (mai) : Le RDA engage la rupture avec l'UDSR et va soutenir le gouvernement du général de Gaulle
- 1958** (juin) : Il vote contre l'investiture du gouvernement du général de Gaulle
- 1958** (septembre) : Il appelle à voter « non » au référendum sur la Communauté franco-africaine proposée par le gouvernement du général de Gaulle
- 1958** (novembre) : Il n'est pas réélu et l'UDSR n'a plus aucun député
- 1959** (avril) : Il est élu au Sénat
- 1959** (novembre) : Le Sénat lève son immunité parlementaire dans le cadre de l'affaire de l'Observatoire
- 1960** (janvier) : Le Cameroun inaugure les indépendances des territoires français d'Afrique subsaharienne et dans l'océan Indien qui vont se succéder au cours de l'année

- 1960** (avril) : Il dépose les statuts d'une Ligue pour le combat républicain
- 1960** (avril) : Le Parti socialiste autonome refuse sa demande d'adhésion en raison de son implication durant la guerre d'Algérie et de la francisque reçue sous Vichy
- 1961** (août) : Il se rend en Guinée (qui avait choisi l'indépendance au référendum de 1958 sur la Communauté franco-africaine)
- 1962** (juillet) : Indépendance de l'Algérie. Il déclare dans *Le Courrier de la Nièvre* : « *Nombreux sont ceux qui, comme moi, ressentent aujourd'hui j'en suis sûr presque charnellement le chagrin de ce grand départ... Oui, l'Algérie s'en va...* »
- 1962** (mai) : Il témoigne en faveur du général Salan, créateur de l'OAS et un des membres du « putsch des généraux » en Algérie
- 1962** (novembre) : Après avoir été sénateur, il se fait élire de nouveau député (jusqu'en avril 1967)
- 1964** (mai) : Il publie l'ouvrage *Le coup d'État permanent*
- 1964** (juin) : Il fonde la Convention des institutions républicaines
- 1965** (septembre)-**1968** (novembre) : Il devient président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste
- 1965** (décembre) : Il est candidat de la gauche à l'élection présidentielle (gagnée par le général de Gaulle)
- 1966** (juin) : Dépôt d'une proposition de loi d'amnistie Mitterrand-Defferre-Mollet-Billières de « *tous les faits ayant entraîné une condamnation* » lors de la guerre d'Algérie
- 1967** : Premier récit biographique signé Roland Cayrol, *François Mitterrand, 1945-1967*
- 1967** (décembre) : Dépôt d'une proposition de loi Mitterrand-Mollet « *tendant à instaurer un moratoire des dettes contractées par les Français rapatriés d'Algérie* »
- 1968** (octobre) : Château-Chinon, dont François Mitterrand est maire, est jumelée avec Tombouctou au Mali
- 1969** (juin) : Il publie *Ma part de vérité*, ouvrage dans lequel il réécrit son histoire durant la période coloniale. Sur son passage au ministère de la France d'Outre-mer, il affirme : « *c'est l'expérience majeure de ma vie politique dont elle a commandé l'évolution* »
- 1970** (décembre) : Fusion de la Convention des institutions républicaines avec le Parti socialiste
- 1971** (juin) : Il devient le premier secrétaire du Parti socialiste
- 1972** (janvier) : Lors de la conférence nationale du PS, il déclare contre la politique du gouvernement (dirigé par Jacques Chabon-Delmas avec Pierre Messmer aux Dom-Tom et Jacques Foccart aux affaires africaines) : « *Au colonialisme primaire s'est substitué un néocolonialisme plus subtil et plus fort* »
- 1972** (novembre) : Voyage en Guinée
- 1974** (mai) : Il est le candidat de la gauche à l'élection présidentielle (battu par Valéry Giscard d'Estaing)
- 1975** (octobre-novembre) : Il voyage au Sénégal et en Mauritanie
- 1976** (février) : Il voyage en Algérie
- 1977** (septembre) : Il déclare : « *Je dis que le premier devoir de la France, c'est de tout faire pour que les liens ne soient pas coupés, de tout faire pour que nos frères africains restent unis à notre destin [...]. Il ne pourra y avoir d'histoire authentique de l'Afrique si la France en est absente* »



Voyage officiel de François Mitterrand, président de la République française, au Rwanda. Il est ici avec le président Juvénal Habyarimana (11 décembre 1984).

1981 (avril) : François Mitterrand scelle l'accord avec Le Recours, principale organisation des rapatriés, lors d'un discours à Avignon où il promet s'il est élu une meilleure indemnisation des rapatriés et une amnistie totale « effaçant les séquelles de toute nature des événements d'Algérie » (les négociations secrètes avaient été menées par ses conseillers Jacques Ribs et Georges Dayan)

1981 (mai) : Il est élu président de la République ; le journal *Le Monde* titre « *Les rapatriés ont suivi les consignes de vote en faveur de M. Mitterrand* » (23 mai)

1981 : Guy Penne est conseiller Afrique du président de la République (il est rejoint en août 1982 par Jean-Christophe Mitterrand)

1981 (novembre) : Premier sommet France-Afrique

1981 (novembre-décembre) : Voyage officiel en Algérie de François Mitterrand

1982 (avril) : Il affirme la nécessité de poursuivre les essais nucléaires dans les territoires du Pacifique malgré les engagements du Parti socialiste

1982 (octobre) : Lors d'une conférence de presse à Brazzaville, il déclare qu'en Afrique « *Nous pensons simplement préserver une place dans le cœur, dans l'esprit, et, le cas échéant, dans les affaires, qui y soit la première et on y travaille comme on peut* »

1982 (novembre) : Il impose (via un 49-3) la loi « *relative au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale* », qui permet la réhabilitation et réintégration dans leurs grade et pension des généraux putschistes. Le 29 septembre 1982, le secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des Rapatriés, Raymond Courrière, avait présenté au conseil des ministres ce projet de loi

1982 (décembre) : Démission « forcée » du ministre délégué chargé de la Coopération et du Développement, Jean-Pierre Cot

1982-1983 : Il lance le projet d'un mémorial sur le « patrimoine des rapatriés », projet « nostalgique » sur l'Algérie française et l'entreprise coloniale

- 1983** (août) : Interview de François Mitterrand avec Jacques Amalric et Éric Rouleau dans *Le Monde* : « Vous avez déclaré à Yaoundé, au mois de juin [1983], qu'il n'y avait pas d'hiatus dans la politique africaine de la France avant mai 1981 et après : "Si la méthode change, l'objectif reste, qui consiste à préserver le rôle et les intérêts de la France et à remplir nos devoirs à l'égard de nos amis africains [...]". »
- 1983** (août)-**1984** (novembre) : Opération Manta au Tchad
- 1984** (septembre-novembre) : Opération Mirmillon en Libye
- 1985** (juillet) : Des militaires français sabordent le navire *Rainbow Warrior*, appartenant à Greenpeace, qui projetait d'empêcher les essais nucléaires français dans le Pacifique
- 1985** (octobre) : Scandale du Carrefour du développement, organisation accusée de détournement de fonds publics et impliquant le ministre de la Coopération Christian Nucci
- 1986** (février) : Début de l'opération Épervier au Tchad
- 1986** (juin) : Rupture entre Le Recours et le Parti socialiste de François Mitterrand
- 1986** (octobre) : Jean-Christophe Mitterrand est chargé des affaires africaines de l'Élysée
- 1986** (novembre) : Sommet franco-africain de Lomé et voyage officiel à Tombouctou au Mali de François Mitterrand (avec son fils)
- 1987** (avril) : Cohabitation avec le gouvernement Chirac, qui reprend le projet de mémorial mitterrandien sur le « patrimoine des rapatriés », nouvellement intitulé « Mémorial de la France d'Outre-mer », et validation de la ville de Marseille pour implanter le mémorial
- 1988** (avril) : Après une prise d'otages par des membres du FLNKS, François Mitterrand accepte l'intervention du GIGN dans la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie
- 1988** (mai) : François Mitterrand est élu pour un second mandat
- 1989** (avril-mai) : Opération Nouadhibou au Sénégal
- 1989** : Au sujet de l'intervention d'Ouvéa, il déclare : « *Quand il apprit que j'avais donné mon accord pour l'assaut, Pisani vint me présenter sa démission. Je lui ai dit : "Je suis comptable de la vie des otages, faites comme moi. Cela fait deux ans que je serre les dents, je les serrerais encore pendant trois jours..."* »
- 1990** : La société ADEFI-International est accusée par le journal *Libération* d'avoir fourni des films d'opposants aux régimes autoritaires du Congo et du Cameroun. La cellule africaine de l'Élysée est éclaboussée par le scandale
- 1990** (juin) : Discours de La Baule. François Mitterrand propose aux pays africains une « prime à la démocratie », tout en conservant les liens avec les dictatures africaines
- 1990** (novembre) : Opération Noroît contre le Front patriotique rwandais, renforcement de la coopération militaire avec le régime de Juvénal Habyarimana au Rwanda
- 1992** (avril) : Il décide d'un moratoire sur les essais nucléaires
- 1993** (février) : Voyage officiel de François Mitterrand au Vietnam. À cette occasion, il se rend à Diên Biên Phu et déclare : « *Cette guerre m'est toujours apparue – je me souviens d'avoir écrit à ce sujet dès 1947, 1948, 1949 – comme une erreur* »
- 1993** : Début du scandale de l'« Angolagate », puis mise en examen de Jean-Christophe Mitterrand (il sera condamné en 2009)
- 1994** (avril) : Antoine Glaser et Stephen Smith publient *Ces messieurs Afrique*
- 1994** (juin-août) : Opération Turquoise au Rwanda qui fait suite à l'Opération Amaryllis (génocide des Tutsi au Rwanda)



Conférence des chefs d'État de France et d'Afrique de La Baule (20 juin 1990).

1994 (juillet) : Premier voyage officiel de François et Danielle Mitterrand en Afrique du Sud

1994 (septembre) : Pierre Péan publie *Une jeunesse française : François Mitterrand, 1934-1947*

1994 (novembre) : Sommet franco-africain de Biarritz où il déclare : « *La France doit maintenir sa route et refuser de réduire son ambition africaine. La France ne serait plus tout à fait elle-même aux yeux du monde si elle refusait d'être présente en Afrique* »

1995 (mars) : Trentième-cinquième intervention militaire française en Afrique et au Moyen-Orient (UNAVEM III en Angola) depuis mai 1981

1995 : Philippe Marchésin dirige un numéro spécial de la revue *Politique africaine*, « Mitterrand et l'Afrique »

1996 (janvier) : Mort de François Mitterrand

1999 (février) : Colloque à Dakar, *Mitterrand et l'Afrique*, organisé par l'Institut François Mitterrand en présence de nombreux chefs d'État africains

2000 (juin) : Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, annonce sa décision de relancer le « vieux » projet de François Mitterrand : « *Pendant plus de 12 ans, la Ville de Marseille, en coopération avec le Secrétariat d'État aux Rapatriés, a tenté de mettre au point et de développer le projet de Mémorial de la France d'Outre-mer attendu par un grand nombre de nos compatriotes* »

2001 : Jean-Christophe Mitterrand publie *Mémoire meurtrie*

2008 : Le procès de l'Angolagate s'ouvre. La sentence tombe en 2009 pour Jean-Christophe Mitterrand : il est condamné à deux ans de prison avec sursis et 375 000 euros d'amende

2010 (octobre) : Benjamin Stora et François Malye publient *François Mitterrand et la guerre d'Algérie*

2016 (avril) : Pascal Airault et Jean-Pierre Bat publient *Françafrique : opérations secrètes et affaires d'État*

2021 (mai) : Emmanuel Macron déclare : « *La France a un rôle, une histoire et une responsabilité politique au Rwanda. Et elle a un devoir : celui de regarder l'histoire en face et de reconnaître la part de souffrance qu'elle a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de vérité* »

2023 (mars) : Vincent Duclert publie *La France, le Rwanda et le génocide des Tutsi (1990-1994) : rapport remis au président de la République le 26 mars 2021*

2024 (avril) : Hubert Védrine et Jean Glavany déclarent dans *Le Monde*, le 22 avril : « ... les dates sont claires : la France est le seul pays au monde à avoir, dès 1990, tenté d'empêcher une guerre civile et des massacres en bloquant l'offensive du FPR »

2024 (novembre) : Frédéric Turpin et Anne-Laure Ollivier publient et dirigent *François Mitterrand. Itinéraires africains avant la V^e République* après le colloque organisé par l'Institut François Mitterrand (en 2023)

2025 (janvier) : Sur le site web de l'Élysée, on peut lire cette information trompeuse du parcours de François Mitterrand dans sa « biographie officielle » : « 1956. Garde des Sceaux dans le cabinet Guy Mollet. C'est sa dernière fonction ministérielle ; il [François Mitterrand] refuse par la suite celles qu'on lui offre dans les derniers cabinets de la IV^e République, dont il désapprouve la politique algérienne »



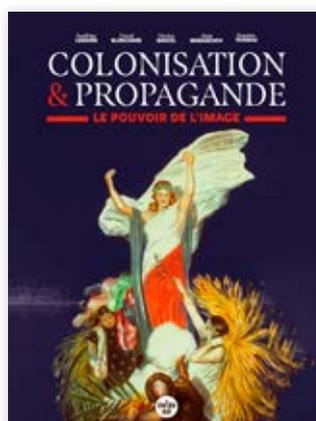
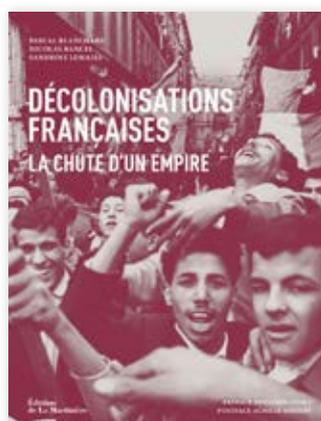
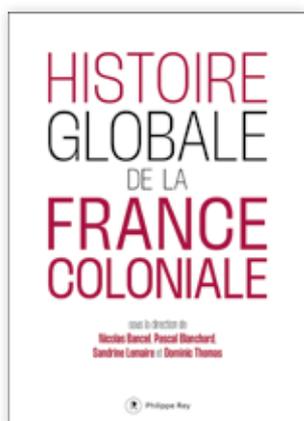
Conférence des chefs d'État de France et d'Afrique d'Antibes (10-12 décembre 1987).

Les directeurs de publication

Pascal Blanchard est historien, chercheur associé au Centre d'histoire internationale et d'études politiques de la mondialisation (Lausanne/UNIL), co-directeur du Groupe de recherche Achac, spécialiste en histoire contemporaine et du « fait colonial ». Il est en outre documentariste (*Décolonisations, du sang et des larmes* sur France 2 en 2020) et commissaire de plusieurs expositions (il a été co-commissaire de l'exposition « Exhibition, l'invention du sauvage » au musée du Quai Branly en 2011). Il a codirigé ou dirigé une soixantaine d'ouvrages, notamment *Décolonisations françaises. La chute d'un Empire* (Éditions de La Martinière, 2020) avec Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire, *Le racisme en images* (Éditions de La Martinière, 2021) avec Gilles Boëtsch ou encore *Histoire globale de la France coloniale* (Philippe Rey, 2022), avec Nicolas Bancel, Sandrine Lemaire et Dominic Thomas.

Nicolas Bancel est historien, professeur ordinaire à l'Université de Lausanne, chercheur au Centre d'histoire internationale et d'études politiques de la mondialisation (Lausanne/UNIL) et co-directeur du Groupe de recherche Achac. Il est spécialiste d'histoire coloniale, postcoloniale et de l'histoire du corps et du sport (il a été co-commissaire de l'exposition « Olympisme, une histoire du monde » en 2024 au Palais de la Porte Dorée). Il a notamment publié ou codirigé une soixantaine d'ouvrages dont *Décolonisations ? Élités, jeunesses et pouvoirs en Afrique occidentale française (1945-1960)* (Publications de la Sorbonne, 2022) ; *Le postcolonialisme* (Presses universitaires de France, 2022) ou encore *Histoire globale de la France coloniale* (Philippe Rey, 2022), avec Pascal Blanchard, Sandrine Lemaire et Dominic Thomas.

Des mêmes auteurs



Les contributeurs

Fabrice d'Almeida est professeur d'histoire des médias et de la propagande à l'Institut français de presse à l'Université Paris Panthéon-Assas.

Jean-Pierre Bat est archiviste-paléographe, historien agrégé et chercheur associé au CNRS. Ses travaux portent sur l'histoire connectée en Afrique contemporaine, la Françafrique (notamment Foccart) et les processus de décolonisation sur le temps long en Afrique centrale.

Sophie Bessis est historienne, journaliste et chercheuse associée à l'Institut de relations internationales et stratégiques de Paris (IRIS) et spécialiste de l'histoire du Maghreb.

Judith Bonnin est maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'Université Bordeaux Montaigne. Spécialiste d'histoire politique et d'histoire des relations internationales, ses recherches portent sur l'histoire du Parti socialiste français (notamment les voyages de François Mitterrand) et l'internationalisme socialiste.

Ahmed Boubeker est sociologue et spécialiste des enjeux des migrations maghrébines et de mémoires. Il a été professeur de sociologie à l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne.

Noëlline Castagnez est historienne et professeure à l'Université d'Orléans. Ses travaux de recherche portent sur l'histoire des mémoires de guerre et l'histoire des mouvements ouvriers, du Parti socialiste et des gauches en France.

Tony Chafer est professeur émérite de français et d'études ouest-africaines à l'Université émérite de Portsmouth. Ses recherches traitent de la période coloniale et post-coloniale française, et portent particulièrement sur les modes de gouvernance des colonies d'Afrique de l'Ouest au regard de l'évolution politique de la France.

Johann Chapoutot est professeur d'histoire contemporaine à Sorbonne Université. Il est spécialiste de l'histoire du nazisme, de l'Allemagne et de la modernité occidentale.

Catherine Coquery-Vidrovitch est historienne, professeure émérite d'histoire à l'Université Paris Diderot. Ses recherches portent sur l'histoire africaine subsaharienne et sur l'esclavage africain.

Didier Daeninckx est écrivain. On lui doit notamment *Meurtres pour mémoire* (Gallimard, 1983) et *Cannibale* (Gallimard, 1999).

Vincent Duclert est agrégé d'histoire, enseignant-chercheur (HDR) et ancien directeur du Centre Raymond Aron (CESPRA, EHESS-CNRS). Il a été nommé en 2019 à la tête de la Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi.

Aymeric Durez est professeur de relations internationales à la Pontificia Universidad Javeriana de Bogotá (Colombie) et titulaire de la chaire Senghor de la Francophonie. Il travaille sur les présidents socialistes face au « pré carré africain ».

Julien Fargettas est ancien officier de l'armée de terre et directeur du service départemental du Puy-de-Dôme de l'Office national des Anciens Combattants et des Victimes de guerre (ONaCVG).

Stéphane Gacon est maître de conférences émérite à l'Université Bourgogne Europe. Ses recherches portent sur l'histoire sociale et politique de la France contemporaine, il travaille en particulier sur la résolution des conflits, la nature du régime républicain et les rapports entre histoire et mémoire.

Jean Garrigues est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université d'Orléans. Spécialiste d'histoire politique française et de l'histoire des institutions, il préside la Commission internationale d'histoire des Assemblées d'État.

Louis Gautier est professeur et directeur de la chaire « Grands enjeux stratégiques contemporains » à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et procureur général à la Cour des comptes depuis 2021. Il est spécialiste des questions internationales, stratégiques et de défense.

François Gerber est avocat au Barreau de Paris. Il est l'auteur d'une étude sur *François Mitterrand, entre Cagoule et Francisque* et *Malraux-De Gaulle. La nation retrouvée* (L'Harmattan, 1996).

Antoine Glaser est écrivain et journaliste. Fondateur de *La Lettre du Continent*, il a été directeur de la rédaction d'*Africa Intelligence*. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Comment la France a perdu l'Afrique* (Calmann-Lévy, 2014).

Sylvie Guillaume est professeur honoraire d'histoire contemporaine des universités (Université Bordeaux Montaigne) et membre de l'Institut universitaire de France.

Pierre Haski est journaliste, chroniqueur géopolitique chez France Inter et président de l'association Reporters sans frontières. Il est l'auteur de nombreux livres dont *Les années 50, et si la Guerre froide recommençait ?* (Éditions de La Martinière, 2018).

Julien Héлары est un ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon et actuellement professeur agrégé d'histoire-géographie. Il travaille sur les carrières des anciens élèves de l'École nationale de la France d'Outre-mer.

Laurence Jolly est doctorante à l'Université Toulouse II Jean Jaurès, au sein de l'Unité mixte de recherche 5136 (Framespa). Elle est spécialiste de l'histoire coloniale italienne sur la période 1928-1938 et plus particulièrement de la seconde guerre italo-éthiopienne (1935-1936).

Pierre Journoud est professeur d'histoire contemporaine, responsable du DU Tremplin pour le Vietnam, et membre du laboratoire interdisciplinaire CRISES à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. Il a travaillé sur l'Indochine et la bataille de Diên Biên Phu.

Roger Koudé est professeur de droit international à l'Institut des droits de l'Homme de Lyon (IDHL). Ses travaux portent principalement sur la justice pénale internationale et le droit international des droits de l'Homme.

Nicolas Lebourg est historien et chercheur au Centre d'études politiques de l'Europe latine à l'Université de Montpellier. Il est membre du *Project on the Transnational History of the Far Right*, Institute for European, Russian and Eurasian Studies (IERES), Université George Washington. Il est spécialiste de l'histoire de l'extrême droite.

Sandrine Lemaire est professeure agrégée, docteure en histoire de l'Institut universitaire européen de Florence et enseignante. Elle est spécialiste des mécanismes de la propagande coloniale au XX^e siècle et de la construction des imaginaires coloniaux.

Alain Mabanckou est écrivain, professeur de littérature francophone à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) depuis 2006. Il a publié notamment *Notre France noire de A à Z* (Fayard, 2023).

Maria Malagardis est journaliste et a couvert pour le compte du quotidien *La Croix* le génocide des Tutsi en 1994. Elle est désormais grand reporter au service international de *Libération* pour lequel elle a couvert le génocide des Tutsi du Rwanda.

Philippe Marchesin est politiste, professeur à l'Institut des sciences juridiques et politiques de l'Université euro-méditerranéenne de Fès. Ses travaux de recherche portent sur les relations Nord-Sud.

Achille Mbembe est professeur d'histoire et de sciences politiques à l'Université de Witwatersrand, à Johannesburg, et membre de l'équipe du Wits Institute for Social & Economic Research (WISER). Il a notamment publié *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée* (La Découverte, 2010).

Anne-Laure Ollivier est professeure agrégée d'histoire en classes préparatoires au lycée Camille-Guérin à Poitiers et ses recherches portent sur l'histoire des décolonisations, l'histoire des violences et des transgressions politiques ainsi que sur l'histoire des gauches et de la mouvance socialiste.

Thérèse Pujolle est agrégée de philosophie. Elle a été détachée auprès du ministère de la Coopération à partir de 1970 et a exercé diverses responsabilités administratives et politiques sur le continent africain et en administration centrale. En particulier, de 1981 à 1984, elle a été chef de la coopération civile auprès de l'ambassade de France à Kigali et a alerté précocement sur les engagements français au Rwanda.

Tramor Quemeneur est historien et chargé de cours à l'Université Paris 8, spécialiste de la guerre d'Algérie, de l'histoire coloniale et des sociétés postcoloniales, notamment celles du Maghreb.

Pierre Ramognino est historien et proviseur de lycée, il travaille sur la France coloniale sous Vichy et les enjeux politiques en AOF.

Jean-Marc Regnault est maître de conférences honoraire et chercheur associé à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur le développement insulaire et le Pacifique de l'Université de la Polynésie française.

Alain Rollat est journaliste et essayiste. Il travaille depuis les années 1980 sur la situation en Nouvelle-Calédonie. Il a publié *Mourir à Ouvéa. Le tournant calédonien* (La Découverte, 1988) avec Edwy Plenel.

Alain Ruscio est historien et chercheur. Son travail est consacré à l'histoire coloniale française, particulièrement en Indochine et en Algérie.

Benjamin Stora est historien, professeur émérite des universités à l'Université Paris 13 et à l'INALCO (Langues orientales, Paris), spécialiste de l'histoire du Maghreb contemporain et des guerres de décolonisation.

Dominic Thomas est professeur et titulaire de la chaire « Letessier d'études françaises et francophones » à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) et titulaire de la chaire « Gutenberg, écologie et propagande » à l'Université de Strasbourg. Il est spécialiste des politiques d'échanges culturels entre l'Afrique et la France et des questions d'immigration et de racisme en Europe.

Frédéric Turpin est historien, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Savoie Mont-Blanc, spécialiste d'histoire politique et du gaullisme, de la décolonisation et des mondes ultramarins.

Abdourahman A. Waberi est nouvelliste, poète et romancier. Il enseigne actuellement les littératures française et francophone et la création littéraire à la George Washington University (Washington DC).

Loukey Kouamé Yocoly est historien et chercheur au Centre de recherche en histoire internationale et atlantique (CRHIA) à Nantes Université. Il est spécialiste du régime sud-africain et des relations de ce pays avec la France.



© Patrick Aventurier/Gamma-Rapho via Getty Images.

François Mitterrand et le président malien Moussa Traoré en visite à Tombouctou au Mali (il est accompagné de sa femme Danielle Mitterrand et de son fils Jean-Christophe Mitterrand qui, un mois plus tôt, a succédé à Guy Penne à la tête de la cellule africaine de l'Élysée), photographie de Patrick Aventurier, 16 novembre 1986.

**LIBRAIRIE**

Benoit Arnould
01 40 20 03 19
benoit@philippe-rey.fr

RELATIONS PRESSE

Marie Dorcelus
01 40 20 07 61 • 07 78 35 53 72
marie@philippe-rey.fr